

Plusieurs acteurs broyards espèrent que l'achat d'avions de combat permettra de créer des emplois

Une aubaine pour Payerne et la Broye



La commune de Payerne et la région de la Broye ont supporté plus de 8300 mouvements des Forces aériennes en 2019. Keystone

« DELPHINE FRANCEY



Base aérienne » Comme ailleurs en Suisse, les avis sur l'achat de nouveaux avions de combat pour 6 milliards de francs, qui sera soumis en votation le 27 septembre, sont partagés dans la Broye. D'un côté, il y a les défenseurs des postes de travail à Payerne, principale base aérienne militaire de Suisse. L'armée, avec ses 630 équivalents plein-temps, est l'un des plus importants employeurs de la région intercantonale. Dans le camp des opposants, on trouve les citoyens qui en ont notamment assez des nuisances sonores. Sur les 15 200 mouvements (décollages et atterrissages) réalisés par les Forces aériennes l'année dernière en Suisse, plus de 8300 ont été effectués depuis Payerne. L'armée a le droit à 11 000 mouvements par année depuis la base payernoise.

De nombreux responsables politiques broyards, dont la Communauté régionale de la Broye (Coreb) et la commune de Payerne, soutiennent l'achat de nouveaux avions de combat. Pourquoi? Ils considèrent cette acquisition comme une opportunité économique unique pour la région avec, à la clé, la création d'emplois. Dans les coulisses, la Coreb et une forte délégation intercantonale composée de

conseillers d'Etat fribourgeois et vaudois ainsi que de politiques, essaient depuis plusieurs années d'obtenir des garanties du Conseil fédéral avant la votation. Sans succès.

RUAG dans le viseur

«Je pense que nous avons fait un bon travail de lobbying. Les autorités fédérales ne nous ont pas promis la création de nouveaux emplois, car elles doivent convaincre la majorité des Suisses, pas seulement Payerne», estime Pierre-André Arm, directeur de la Coreb. Les revendications de la région restent les mêmes: les Broyards supportent plus de la moitié des vols militaires du pays. Ils souhaitent en contrepartie davantage de postes de travail liés à l'armée. Ils ont dans le viseur RUAG, entreprise appartenant à la Confédération, qui assure notamment la maintenance des avions de combat. La société emploie à ce jour 12 personnes à Payerne. Cinq collaborateurs supplémentaires vont renforcer l'équipe d'ici au printemps prochain. «RUAG se charge désormais de la maintenance des F/A-18 également à Payerne. C'est un bon début», commente Pierre-André Arm.

La région estime qu'elle mérite une plus grande part du gâteau en comparaison avec Emmen (LU), où RUAG emploie environ 350 collaborateurs pour la maintenance des avions militaires. Quelque 3300 mouvements ont été effectués en 2019 dans la région lucernoise. «Nous ne voulons pas enlever des postes de travail à Emmen mais en créer à Payerne pour compenser les importantes nuisances que nous subissons. En regroupant toute la

maintenance ici, l'armée diminuerait ses coûts et son impact sur l'environnement», assure le directeur de la Coreb. Il poursuit en affirmant que le travail de lobbying reprendra à Berne si l'achat des avions est accepté. Selon Peter Kupferschmid, président exécutif de Swiss Aeropole –, société en charge de l'exploitation de l'aéroport civil de Payerne et de la promotion du parc technologique AéroPôle – le transfert des compétences pour se faire «en douceur entre la mise en service des nouveaux avions et la fin d'exploitation des F/A-18 d'ici à 2030».

Terrains libres

Pour les politiques broyards, l'AéroPôle, dont le véritable décollage se fait toujours attendre, est le site idéal puisque 300 000 m² sont encore libres. «Si RUAG s'y installe, ce serait une carte de visite idéale pour attirer d'autres entreprises et



«RUAG assure la maintenance des F/A-18 également à Payerne. C'est un bon début»

Pierre-André Arm

passer la seconde vitesse en matière de développement», admet Peter Kupferschmid. La Coreb et Swiss Aeropole misent également sur les affaires compensatoires, ces mandats que le constructeur étranger du futur avion de combat devra confier en contrepartie aux entreprises suisses. «Pour la Suisse romande, ce mandat représente plus d'un milliard de francs. L'AéroPôle a un parc technologique dédié à l'aéronautique, qui dispose d'un accès direct à la piste. Il présente tous les avantages pour le développement d'un centre technologique et de recherche ainsi que de formations», estime le président de Swiss Aeropole.

Le Département fédéral de la défense indique qu'à l'heure actuelle, il n'est pas possible de définir une répartition des postes de travail liés aux futurs avions, ni pour l'exploitation, ni pour des travaux d'entretien et

de réparation. L'armée réfléchit pour optimiser les activités de maintenance avec RUAG. Payerne est-il concerné par ces réflexions? Kaj-Gunnar Sievert, porte-parole d'Armasuisse, botte en touche en rappelant que RUAG est en train de construire à Payerne une place de stationnement pour l'entretien des avions avec, à la clé, la création d'emplois. La société RUAG, de son côté, n'est pas plus loquace. «A ce jour, nos projets ne vont pas au-delà de la nouvelle construction. Nous ne pourrions aborder l'avenir qu'après un éventuel oui le 27 septembre», indique sa porte-parole Kirsten Hammerich.

Si le non l'emporte, Kaj-Gunnar Sievert assure que les Forces aériennes ne pourront plus exister sous leur forme actuelle après 2030. «Il faut s'attendre à des pertes d'emploi tant au sein du Département de la défense que chez les partenaires industriels et les fournisseurs», poursuit-il sans préciser si la base aérienne broyarde serait concernée. Le syndic de Payerne Eric Küng, Pierre-André Arm et Peter Kupferschmid restent convaincus qu'un refus affaiblirait la place d'armes, qui risquerait de perdre des emplois. Eric Chassot, syndic d'Estavayer qui est en faveur de l'achat des avions, se veut moins pessimiste: «Le Conseil fédéral sera obligé de revoir sa copie, car la surveillance aérienne doit être assurée 24 h sur 24. Il pourrait proposer un appareil exclusivement pour la surveillance, donc moins bruyant et moins cher, mais moins générateur d'emplois.» »

«NOTRE TRAIN-TRAIN QUOTIDIEN NE VA PAS CHANGER»

Eric Chassot, syndic d'Estavayer et habitant de Bussy, à quelques centaines de mètres du bout des pistes, admet que les avis sont partagés entre les riverains qui veulent conserver les places de travail et ceux qui estiment qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des Forces aériennes. «Je souhaite que les Broyards votent en faveur de l'achat d'avions de combat. Ils doivent prendre conscience que s'ils disent oui c'est aussi pour le maintien des emplois à Payerne. En cas de non, la Broye sera en très mauvaise posture lorsqu'il faudra défendre les postes de travail», estime-t-il. Selon lui, les nouveaux avions auront peu d'impact sur la qualité de vie des riverains. «Notre train-train quotidien ne va pas changer. Je pense que l'armée ne volera pas davantage, car cela coûte cher.»

L'Association pour la sauvegarde des intérêts des communes broyades touchées par l'aérodrome (ASIC), de son côté, n'a pas pris formellement position sur l'achat d'avions de combat. «Nous défendons l'application des règlements en vigueur. Si elle oui l'emporte le 27 septembre, il est exclu de négocier plus de mouvements que ceux autorisés aujourd'hui. Nous allons essayer de trouver des solutions avec le fabricant pour diminuer l'impact sonore des nouveaux appareils», indique Cédric Péclard. Le président de l'ASIC, qui ne souhaite pas divulguer son intention de vote, parle également d'avis partagés au sein des communes riveraines. Il ajoute que l'association soutient toutefois la revendication broyarde de rééquilibrer le nombre d'emplois liés à l'armée dans la région. DEF